



« *Parcours d'un étudiant algérien : de l'UGEMA à l'UNEA* »,

**Houari Mouffok**

Editions Bouchène, 1999, 90 pages

« Ces pages relatent le parcours d'un étudiant algérien, grandi dans l'injustice coloniale, conscientisé au combat libérateur, devenu communiste au gré d'un séjour d'étude en RDA, puis leader du mouvement étudiant à l'indépendance, arrêté puis torturé, après le coup d'Etat du 19 juin 1965 et qui tente ici, en réveillant sa mémoire, de reconstituer les fils d'une histoire qui a conduit beaucoup de jeunes algériens de son époque à « traverser le miroir ». Préface à l'ouvrage de Nourredine Saadi

### - Les origines du Mouvement Etudiant Algérien (MEA)

Les ouvrages sur le MEA sont rares. Celui de Houari Mouffok apporte un témoignage de qualité sur deux organisations étudiantes algériennes (l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens et l'Union Nationale des Etudiants Algériens) et de manière plus globale sur la guerre de libération nationale et l'indépendance de l'Algérie.

Le MEA ne date pas d'hier. Déjà, en 1912, le mouvement « *Jeunes Algériens* » revendiquait des réformes politiques et les formalisait dans un manifeste du jeune Algérien<sup>1</sup>. Après la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, l'Association des Etudiants Musulmans Nord Africains (AEMAN)<sup>2</sup> regroupe les étudiants algériens, marocains et tunisiens en dehors des organisations étudiantes françaises dont les portes ne leur sont pas véritablement ouvertes. On peut même dire qu'une certaine forme d'apartheid (séparation) existait et était ouvertement prônée. Ainsi l'Association Générale des Etudiants Algériens (AGEA) n'était-elle pas ouverte aux étudiants juifs (les juifs autochtones représentaient 14% de la population de l'Algérie d'alors). C'est Clemenceau en personne qui leur ouvrira les portes de l'AGEA en 1919. Pendant la seconde guerre mondiale, certains étudiants et universitaires français d'Algérie réclameront l'exclusion totale des juifs algériens de l'Université (L'Afrique du Nord en marche, Charles-André Julien, Africana, 2001, p 407). En 1956, le Comité d'Action Universitaire, soutenue par l'AGEA s'oppose au décret Lacoste qui autorise l'accès des étudiants musulmans à l'ensemble de la Fonction publique. Quant à l'Union Libérale des Etudiants Algériens, l'affirmation de son identité chrétienne limite son champ de recrutement.

Le développement du MEA se fait dans un premier temps dans un cadre maghrébin (Association des Etudiants Musulmans Nord Africains dont le siège est à Paris et Association des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord dont le siège est à Alger).

Il faudra attendre la création (à Paris (!) en avril 1955) de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (UGEMA) que le MEA s'autonomise de ses homologues marocain et tunisien. L'Algérie compte alors un millier de diplômés « *indigènes* » de l'Université, dont 354 avocats, 165 médecins, pharmaciens et dentistes, 350 fonctionnaires dont 185 professeurs du secondaires, une centaine d'officiers et moins de 30 ingénieurs<sup>3</sup>. Face à cette minorité, 86% de la population autochtone algérienne est analphabète.

Cette élite étudiante organisée au sein de l'UGEMA lancera un appel à la grève générale le 19 mai 1956 (violemment condamné par l'UNEF) et rejoindra le Front de Libération Nationale. Elle participera ainsi activement à la conquête de l'indépendance.

Avec l'indépendance se met en place un système politique marqué par le règne d'un parti unique, le Front de Libération Nationale, qui tente de transformer en courroie de transmission l'ensemble des organisations syndicales et de jeunes.

<sup>1</sup> Cf « le Manifeste du jeune Algérien », in *Le Mouvement national algérien*, Textes 1912 – 1954, C. Collet et R. Henry, l'Harmattan, 1978.

<sup>2</sup> *Préliminaires pour une étude de l'AEMNA dans les années 30 à travers les archives du Quai d'Orsay, Les mouvements politiques et sociaux dans la Tunisie des années 1930*, Kmar KCHIR-BENDANA, Tunis, 1987, pp. 317-328.

<sup>3</sup> *Au fil de la crise*, Ali El-Kenz, Editions Bouchène, 1989, page 21.

L'UGEMA devient en 1963 l'Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA). Celle-ci s'oppose au coup d'état militaire en 1965 et tente de préserver son autonomie. Elle en paiera le prix le plus fort qui soit. Ses dirigeants sont arrêtés, emprisonnés et même torturés. L'UNEA est dissoute le 18 janvier 1971. A cette date, selon Ali El-Kenz se clôt une période (un moment politique en fait) précise pour l'Université algérienne: celle marquée par son rôle extrêmement actif autour de la lutte d'indépendance. Avec la fin de cette période, l'Université algérienne ajoute-t-il perd son syndicat l'UNEA qui disparaît en tant que tel.

### - La période lycéenne

La Famille Mouffok s'installe en 1949 à Mostaganem (dans l'Ouest de l'Algérie, à 80 km d'Oran). Le Père un militaire de carrière, officier de réserve, est farouchement anticommuniste et réservé quant aux nationalistes (wattaniyine). Houari Mouffok devient orphelin de son père en 1954. Placé sous la protection du proviseur du lycée, celui-ci lui obtient une bourse d'interne.

Le jeune Mouffok fréquente le Cercle du croissant acquis à la cause de l'Union Démocratique du Manifeste Algérien. Il y donne des cours de français et de mathématiques aux enfants de la bourgeoisie locale.

Il rejoint l'Association des Etudiants Musulmans de Mostaganem et en devient le Secrétaire général. En 1955, il dote cette organisation d'un journal intitulé « *l'espoir étudiantin* ». Cette association constituera une matrice dont plusieurs membres de l'UGEMA sortiront. Plusieurs d'entre eux participeront notamment à l'appel du 19 mai 1956, comme Touati Boudinar (Président de l'AEMM en 1956) et Aziz Touati (Trésorier de l'AEMM en 1956). En raison de son engagement dans la grève lancée par l'UGEMA, l'AEMM sera dissoute en 1956 par la Préfecture. Mouffok sera pour sa part convoqué par la police française. De telles convocations n'étaient pas anodines. Kacem Zeddour, un militant étudiant avait ainsi été arrêté par la police. Son corps jeté à la mer avait été retrouvé quelques semaines plus tard sur une plage.

### - La désertion et l'exil

Exerçant les fonctions d'Instituteur en 1956 à Mostaganem, Mouffok reçoit une autre convocation. Celle-ci est militaire. Immédiatement, il décide de ne pas y répondre et de désertir. En compagnie de Mohamed Benamar, de Nourredine Kerras et de Mohamed Ali Amar, il part pour Marseille et rejoint Grenoble. Le groupe s'y sépare. Mouffok gagne la Suisse où il trouve l'aide de la Section suisse de la confrérie des Alaouis, une zaouïa (établissement religieux à la fois mosquée, école, hôpital et hôtellerie).

Puis il rejoint l'Allemagne de l'Ouest (Hanovre) où il rencontre Wagner, un ex capitaine d'infanterie de la Wehrmacht qui lui tient ce discours : « *les ennemis de nos ennemis sont nos amis* ».

Mouffok revient à Genève puis entreprend un voyage à Rome, afin de rencontrer la représentation du FLN. Son projet de rejoindre le maquis en Tunisie y est annihilé. « *Il y a trop d'étudiants déjà, poursuivez vos études* » lui-dit-on.

De retour à Genève, il est hébergé dans une auberge de jeunesse et apprend qu'il est recherché pour désertion. Il fait la connaissance de Nasser Haffad et Smaïl Bouhadji. Tous les trois travaillent dans la publicité spécialisée dans la joaillerie de luxe.

Un nouveau voyage en Allemagne est entrepris cette fois à Bonn auprès de la représentation FLN (installée dans l'Ambassade de Tunisie). Le groupe est informé que l'UGEMA va accorder des bourses. Mouffok et ses camarades résident alors dans un foyer de jeunes travailleurs turcs.

Une rencontre avec un juif allemand ayant survécu à la déportation marquera fortement Mouffok. Les membres du groupes trouvent du travail dans le bâtiment dans cette Allemagne en reconstruction et qui ressemble à un vaste chantier. Parallèlement, l'Ambassade de Tunisie à Bonn, par l'entremise d'un dénommé Alberto, leur apporte un soutien financier important (20 marks par jour).

L'arrivée d'un responsable de l'UGEMA à Bonn marque un tournant. Celui-ci leur annonce que des bourses du FJD (Jeunesse libre est allemande) leurs sont accordées. Les valises sont faites une nouvelle fois et tout le monde prend la direction de Berlin est.

### - L'UGEMA de Berlin

Arrivés à Berlin, ils sont dirigés vers Leipzig et installés dans un foyer pour étudiants étrangers, où ils retrouvent une soixantaine d'étudiants algériens et intègrent l'Institut de Langue Allemande. Parallèlement, ils conduisent des actions militantes dans les usines, les coopératives agricoles, et organisent des conférences portant sur la guerre de libération nationale algérienne.

La colonie algérienne est organisée autour de Djamel Ould Abbas (actuel Ministre de l'Emploi et de la Solidarité nationale), qui sert d'interface avec les autorités universitaires et administratives.

La présence du Parti Communiste Algérien est très forte que ce soit par le biais de Larbi B qui vient régulièrement de Moscou et de la direction locale entre les mains de Hachemi Bounedjar (il deviendra le directeur du Centre Culturel Algérien de Paris avant d'en être évincé). La Direction de l'UGEMA s'en inquiète et crée de toutes pièces une crise. M'Hamed Issiakhem (un peintre devenu célèbre qui enseignera aux Beaux arts d'Alger et d'Oran et sera un proche de l'écrivain Kateb Yacine) est accusé de consacrer d'avantage de temps à la fréquentation des bars qu'à la fréquentation des bancs universitaires. Cette prédilection pour l'alcool étant contraire à l'attitude qu'un étudiant algérien luttant pour la libération de son pays devrait avoir, l'UGEMA demande la suspension de sa bourse au FDJ, qui se retourne vers le SED (Parti socialiste unifié). Or celui-ci est lié au PCA. Le FDJ refuse de suspendre la bourse. L'UGEMA saisit alors le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne et envoie un étudiant en médecine d'âge mur pour remettre de l'ordre.

Cet étudiant convoque une AG et entre en opposition frontale avec Hachemi Bounedjar. Lors de cette AG, Mouffok intervient en citant Amirouche. Il est également élu au Comité de Section avec Saïd Hermouche, Ali Lounici (actuellement chercheur en santé), Ali Oubouzar (en 1980, il devient Secrétaire d'Etat chargé du Commerce Extérieur, puis en 1984 Ministre de la planification), Abderrahmane Mehri, Djamel Ould Abbas et Saïd Hermouche. Sur proposition de ce dernier et à l'unanimité, Mouffok devient aussi Secrétaire général.

En 1959, le festival international de la jeunesse a lieu à Vienne. Le FDJ décide de prendre en charge 20 étudiants algériens de RDA. L'UGEMA est représentée à ce festival par 50 délégués dont beaucoup proviennent des Universités des pays de l'est. La délégation est dirigée par Belaïd Abdesselam (il deviendra Ministre de l'Industrie légère puis Premier Ministre).

En septembre 1959, Mouffok qui voulait devenir médecin entre (par conviction que son souhait n'est pas le plus utile pour la future Algérie indépendante) à l'Ecole Supérieure d'Economie de Berlin – Karlshorst. Il y crée une Section de l'UGEMA dont il devient le Président.

Dans le même temps, les relations entre la RDA et le GPRA se tendent car le PCA se développe fortement en Allemagne de l'est. Les Sections de l'UGEMA tenues par le PCA contestent l'autoritarisme de la direction de l'UGEMA nommée directement par le GPRA et imposée aux étudiants. Le GPRA invite les étudiants algériens de RDA à partir pour la Suisse et la RFA, aux moyens de bourses. Mais cette invitation rencontre un succès limité.

Mouffok est alors Président de la Section de Berlin et coordinateur des Sections de RDA. Au même moment, le Comité exécutif de l'UGEMA démissionne. Une Conférence nationale de l'UGEMA est organisée à Collogne. Mouffok bien que délégué de la Section de Berlin se voit interdire l'accès au congrès. Une protestation officielle sera rédigée en ces termes : *« jamais les étudiants algériens ni leur peuple n'accepteront d'être réduits à des eunuques de la pensée et de l'action »*.

## - L'indépendance et la création de l'UNEA

Mouffok retourne à Alger en juillet 1962 afin de participer au 4<sup>ème</sup> congrès de l'UGEMA qui se traduit par un échec en raison des conflits entre groupes politiques. Pour Mouffok, le MEA en « sort disloqué et sans direction ». Khider au nom du FLN désigne Mohtar Mokhtefi coordinateur de l'UGEMA. Celui-ci, de la manière la plus démocratique qui soit, appelle toutes les Sections à élire des délégués pour participer à une conférence nationale de l'Union. Elle a lieu en avril 1963. Le courant marxiste l'emporte. Un Comité préparatoire au 5<sup>ème</sup> congrès est mis en place avec à sa tête Mustapha Mekidèche. Mouffok en fait partie et est à ce titre membre délégué au 5<sup>ème</sup> congrès. Lors de ce congrès houleux, Mouffok intervient dans le sens de l'unité et invite les délégués à adopter un programme, des statuts et une direction. Ces propositions reçoivent une approbation générale. Les commissions se mettent au travail et débouchent sur la création de l'UNEA. Le changement de nom traduit également la volonté de pas exclure les étudiants non-musulmans. Mouffok est élu avec un maximum de voix au Comité exécutif et sur ses 31 membres, 28 portent leur choix sur sa candidature (de rassemblement) à la présidence de l'UNEA.

L'UNEA reflète alors les courants qui traversent la société algérienne : armée des frontières, wilayismes (régionalismes), Fédération de France, marxistes, groupes d'Oujda et de Tizi-Ouzou, partisans du GPRA. En son sein, les élections sont libres, à bulletin secret, ouvertes à toutes les candidatures sans exception.

L'UNEA est organisée en commissions. La Commission économique assure des conférences et des séminaires. Bachir Boumaaza, le Ministre de l'économie prend les avis des membres de cette commission. La Commission culturelle dirigée par Djamel Labidi crée une troupe théâtrale. La Commission des sports et des loisirs dirigée par Bachir Hadjaj a en charge la gestion d'équipements sportifs, dont une piscine, une discothèque, des clubs omnisports, une équipe de football. L'UNEA édite un bulletin pour faire connaître ses positions.

L'implantation de l'UNEA repose principalement sur trois Sections : Alger, Oran et Constantine. Elles organisent la mobilisation des étudiants (locaux, bourses, photocopiés, fêtes nationales, journées de l'arbre, festival de la jeunesse, aux cotés du JFLN (Jeunes du FLN) et de l'UNLCA (Union Nationale des Lycéens et Collégiens Algériens) et interviennent également sur des questions internationales.

## - Les questions internationales

Alger est alors la Mecque des révolutionnaires selon Mouffok. Palestiniens, Sud-africains, Angolais, Cubains y sont installés ou de passage. Une rencontre avec Che Guevara a lieu à Alger à l'ambassade de Cuba. Y participent avec Mouffok, Abdelmdjid Bennaceur et Nourredine Zenine. Abdelmadjid explique au Ché : « nous tentons de mettre en œuvre un socialisme conforme à nos traditions arabo-islamiques » qui lui répond : « ça, ce se retournera contre vous ».

Une invitation en décembre 1963 de l'Union des Etudiants Indonésiens à participer à des consultations restreintes est adressée à l'UNEA. Il s'agit là d'une tentative chinoise de créer une organisation des « 3 A » ou « Afrique, Asie, Amérique latine » et de couper l'URSS d'une partie du Tiers - Monde. Y participent l'UNEA, un délégué chinois et Nelson Vanuzzi de l'Union Nationale des Etudiants Brésiliens. L'UNEA y défend l'idée que l'URSS est une puissance asiatique et qu'elle doit, à ce titre, être intégrée aux « 3 A ». Cette position de l'UNEA qui reçoit le soutien brésilien est le fruit de la proximité entre le PCA et le PCUS.

Lors du congrès de 1964 de l'Union Internationale des Etudiants à Sofia, l'UNEA est le fer de lance du rejet de l'adhésion de l'organisation estudiantine israélienne à l'UIE. Intervenant pour faire barrage à l'adhésion de l'Union des Etudiants Israéliens à l'UIE, Houari Mouffok déclare que « les Algériens, pour avoir eux aussi connu les atrocités des racismes coloniaux compatissent aux malheurs subis par les juifs » et que « si les Algériens admirent et considèrent comme des leurs les juifs qui, comme Henri Alleg et tant d'autres, combattent le colonialisme et le racisme, ils ne sauraient pardonner à Israël sa participation à l'expédition de Suez dont le caractère colonial et raciste est évident ».

En décembre 1964, le congrès de la Confédération des Etudiants du Maghreb (CEM) réunit : l'UNEM, l'UGET et l'UNEA, soit 30 délégués (10 par pays). L'UNEA et l'UNEM (tenue par l'Union Nationale des Forces Populaires de Mehdi Ben Barka) semblent plus proches l'une de l'autre que de l'UGET inféodée au Néo-Destour de Bourguiba. Le congrès voit également l'affrontement de 2 délégations de l'Union Générale des Etudiants Palestiniens (UGEP), l'une nassériste, provenant du Caire et l'autre baassiste, provenant de Damas.

### **- L'influence du PCA sur l'UNEA et les liens privilégiés avec le Président de la République Ben Bella**

Par le biais de la Section d'Alger, des Sections des pays socialistes et des Sections de France, et en raison d'un activisme fort, le PCA assure une domination réelle sur l'UNEA. La Section d'Alger de l'UNEA provient ainsi du Comité d'Action Révolutionnaire des Etudiants à la Campagne (CAREC) créé par des étudiants du PCA.

Le PCA passe des accords avec Ben Bella et s'intègre au FLN. Les conséquences sont immédiates pour l'UNEA qui ouvre sa direction aux membres de la Section des étudiants du FLN. Les postes de Secrétaire général et de Vice Président à l'international passent donc entre les mains d'étudiants membres du FLN. De plus, l'UNEA participe au congrès du FLN de 1964. Pour Mouffok, « *l'UNEA perdit (à l'occasion de ce changement politique NDR) un peu de son âme* ».

Lors du 6<sup>ème</sup> congrès, est décidée l'exclusion de la Section de Paris pour activités contre-révolutionnaires. Cette décision est liée au fait que la Section de Paris est tenue par le Parti de la Révolution Socialiste (PRS) créé par Boudiaf (titulaire de la carte du FLN numérotée 1, il deviendra Président de l'Algérie et sera assassiné). La Section de Paris dénonce la mainmise du FLN sur l'UNEA. Mouffok considère, avec le recul, cette exclusion comme antidémocratique et évoque « *une chasse aux sorcières* » sur fond de répression. Il cite à titre d'exemple celui du Président de l'UNEA élu lors du 6<sup>ème</sup> congrès, Djelloul N, qui est arrêté le jour de l'inauguration du congrès pour avoir été sympathisant de Boudiaf (bien qu'il est rompu avec lui et ait rejoint le PCA dès 1963). Il est finalement relâché après une intervention auprès de Ben Bella.

Le Président apporte en effet tout son soutien à l'UNEA : bourses, compléments de bourses en devises pour études dans les pays socialistes, attribution de locaux (d'anciens cafés comme l'Ottomatic à Alger et le café Loubet à Oran). « *Ben Bella nous recevait souvent et satisfaisait à toutes nos demandes* » note Mouffok qui ajoute que « *l'immeuble de la rue Trollard nous fut attribué lors de l'une de ces rencontres* ». Quelques jours avant coup d'Etat, 700 000 dinars sur les fonds de la présidence sont mêmes attribués à l'UNEA.

### **- Le coup d'Etat et la réaction de l'UNEA**

Ben Bella arrivé en 1962 dans les camions de Boumediene et paie en 1965 le prix de ce transport. Le rapprochement entre le Front des Forces Socialistes d'Aït Ahmed et Ben Bella conduit Boumediene au coup d'Etat du 19 juin 1965 (et Ben Bella en prison).

La réaction de l'UNEA est immédiate. Elle rejette le coup d'Etat. Après une rencontre avec Sadek Hadjerès, un des trois Secrétaires du Bureau politique du PCA, en charge des organisations de masse, Mouffok entreprend la rédaction d'un projet de déclaration à soumettre au Comité exécutif de l'UNEA. Ce projet repose sur la condamnation du coup d'Etat qualifié de réactionnaire et impérialiste et appelle à la libération de Ben Bella et à la mobilisation des étudiants.

Sur fond de manifestations d'étudiants de l'Université d'Alger criant « *Tahya Ben Bella, Vive Ben Bella* » et de tirs de soldats, une délégation de l'UNEA est reçue par le Secrétariat exécutif du FLN. Le message délivré par Chérif Belkacem est clair : « *faites attention, demandez aux étudiants de se tenir tranquilles* » et individualisé : « *surtout toi Mouffok* ».

Le 20 juin, une nouvelle réunion sur convocation directe de Boumediene des organisations de masse (Union Générale des Travailleurs Algériens, JFLN, UNEA) a lieu. Mouffok s'y rend

accompagné par Abdelaziz Bouchaïb, Secrétaire général du Comité exécutif de l'UNEA. Lors de son intervention Mouffok est interrompu par Boumediene en personne.

L'après midi, une autre réunion est organisée cette fois au siège du FLN du grand Alger. A la sorite Mustapha Mekidèche (Aujourd'hui Vice-Président du Conseil National Economique et Social algérien) informe Mouffok que la Sécurité Militaire (SM) le cherche (ce qui équivaut à un arrêt de mort ou tout au moins à d'importants déboires).

Le 21 juin, Mouffok fait partir des courriers aux Sections de Paris, de Moscou, et du Caire avec des directives et copie de la déclaration contre le coup d'Etat. Abderrahmane Salhi (membre du CE de l'UNEA) déclare au journal Le Monde que les étudiants algériens soutiennent Boumediene.

Le 22 juin, Mouffok apporte un démenti aux propos d' Abderrahmane Salhi.

### **- L'intégration au BP du PCA et la clandestinité**

Suite au coup d'Etat, Mouffok intègre le Bureau politique du PCA qui fusionne avec des militants progressistes du FLN dans l'Organisation de la Résistance Populaire (ORP).

Sur les conseils (et l'insistance) de Sadek Hadjères, Mouffok entre dans la clandestinité. Celle-ci lui pèse ainsi que l'inactivité qui l'accompagne. Ne supportant plus l'attente interminable qui caractérise ses journées, Mouffok quitte sa cache et rejoint son épouse (la sœur d'un étudiant islandais rencontrée à Berlin) et découvre le saccage de son appartement, les menaces avec revolver proférées contre sa femme, la menace d'enlèvement de son fils, l'impossibilité pour ses enfants de quitter l'Algérie faute d'autorisation paternelle de sortie du territoire. Dans une tentative folle, il demande l'asile politique à l'ambassadeur de Norvège qui l'éconduit. Ce refus le conduit à un second (mais court) exil au Maroc.

### **-La fuite au Maroc (Rabat)**

Muni de 20 dollars, c'est départ pour le Maroc avec un arrêt à Oran où Mouffok rencontre son cousin Mohammed Rerbal. Il lui donne comme directive de contacter l'UNEA de Paris, s'il ne donne pas de nouvelle dans les 2 jours.

Arrivé à Rabat et installé au comptoir d'un café, il est aperçu par le plus pur des hasards par Djaïdi, le Secrétaire général de l'UNEM (ce qui le sauvera des griffes de la police marocaine).

Arrêté par police marocaine, il demande l'asile politique. Les fonctionnaires de police n'en croient pas leurs oreilles. L'UNEA soutient l'opposition étudiante marocaine (UNEM) dont le Président condamnée à mort, s'est évadé de sa prison et s'est réfugié en Algérie où il a demandé l'asile.

Au demeurant, l'Algérie et le Maroc sortent d'une guerre fratricide qualifiée de guerre des sables.

La réponse à la demande de Mouffok est un tabassage en règle. Aux questions policières, il ne répond, pour sa part, que par l'onomatopée « *hum* ».

Le journal Le Monde annonce que le Président de l'UNEA a été aperçu à Rabat et que l'on est sans nouvelle de lui. Son affaire est traitée au plus haut niveau (celui du Roi). Quant à Mouffok, il est placé sous traitement. Du Valium lui est administré et il perd la notion du temps.

Relâché ou plus exactement invité à s'enfuir (il se retrouve dans un commissariat dont la porte est ouverte et sans surveillance), il réussit à rejoindre Alger où il retrouve son appartement inondé.

Epuisé par son périple, il s'allonge. Son repos sera de courte durée. A peine arrivé, il est de nouveau arrêté.

### **- La prison et la torture**

La SM le conduit au centre de détention et de torture de Bouzaréah. Là aussi, il refuse de répondre aux questions. A un geôlier qui lui demande « *qui es tu ?* », il répond qu'il est l'iman Medhi. L'interrogatoire porte notamment sur ses liens avec l'ORP et le PCA.

Ses conditions de détention sont marquées par la pénombre, la saleté, la vermine, l'exiguïté (la cellule mesure 1,20m de long et 50 cm de hauteur).

Transféré à El-Harrach, il y retrouve des camarades de l'UNEA, du JFLN, du PCA, du FFS, des journalistes d'Alger républicain, ainsi que des pieds-noirs communistes. Dans cette prison, il participe aux diverses luttes : pour la possibilité de recevoir un panier alimentaire, la possibilité de jouer au volley-ball, la création d'une salle de cours (où il enseigne). Il peut également reprendre contact avec sa femme qui a fait une dépression nerveuse et est repartie en Islande avec les enfants.

Accusé comme ses codétenus de délit de malfaiteur, Mouffok s'engage dans une lutte pour l'obtention du statut de prisonnier politique. Il prend part à une grève de la faim illimitée. Au 14<sup>ème</sup> jour de la grève de la faim, a lieu une intervention brutale des CNS (CRS algériens). Les grévistes sont séparés et Mouffok transféré à Kenchela.

Le Juge en charge de son dossier, Tamer Lomri, est le père d'un membre du Comité directeur de l'UNEA. Il reçoit la visite d'avocats : Benenabdellah, defilice, Douzon.

La campagne de protestation internationale conduit à son transfert de Kenchela à Constantine (où les conditions de détention sont moins dures : Wc et douche). Il y reçoit la visite d'un médecin. Néanmoins son état mental s'aggrave. Il connaît une grave crise de délire. Voyant des détenus allemands et les entendant parler dans la langue de Goethe, Mouffok est persuadé d'être dans un camp de concentration et demande à ses camarades de le sauver des nazis. Il est alors pris en charge notamment par des détenus français ( René Journet et Guy Fève, libraire et trésorier du PCA)

Mohammed Benamar (avec qui il avait fuit l'Algérie et la conscription, devenu depuis diplomate) vient le voir et lui fait part de sa discussion avec Bouteflika alors Ministre des affaires étrangères (actuel Président algérien). Le diplomate l'informe que son cas est traité par le Conseil de la révolution et que des Chefs d'Etats étrangers sont intervenus en sa faveur.

Des manifestations étudiantes ont lieu à Alger le 16 novembre et réclament sa libération. Cette pression conjuguée à une campagne internationale aboutit enfin le 17 novembre 1966.

### **- La libération et l'émigration**

Sa libération intervient le 17 novembre 1966, journée officielle de la rentrée universitaire. Selon Mouffok, il s'agit d'une seconde renaissance. Il se retrouve privé de sa femme et de ses enfants (traumatisés et réfugiés en Islande), de son appartement (affecté à un agent de la SM, de ses diplômes (restés dans l'appartement), et ressent des séquelles physiques et psychologiques.

Tentant de rejoindre l'Islande, il monte dans un avion pour Paris mais au dernier moment un officier de la PAF lui signifie qu'il est interdit de sortie du territoire.

Il réussit à obtenir un travail à la SONATRACH, mais est incapable d'assumer ses fonctions. Il est donc renvoyé.

Mouffok joue une dernière carte : celle de Belaid Abdesselam, ancien dirigeant de l'UGEMA et alors Ministre de l'industrie et de l'énergie. Abdesselam intervient auprès du Ministre de l'intérieur pour lever l'interdiction de sortie de territoire et lui obtenir un contrat de formation.

Mouffok part pour la France et une autre vie.

### **- Conclusion**

*« L'UNEA était la seule organisation algérienne dont les dirigeants étaient élus démocratiquement (...) Elle jouait un rôle d'avant-garde et reconnu comme tel (...) Ce témoignage tente de reconstituer cette ambiance pour que les étudiants d'aujourd'hui, beaucoup plus nombreux, s'en inspirent et restituent à l'Université algérienne son rôle dans la vie politique, sociale et culturelle du pays ».* Avant propos de Houari Mouffok